

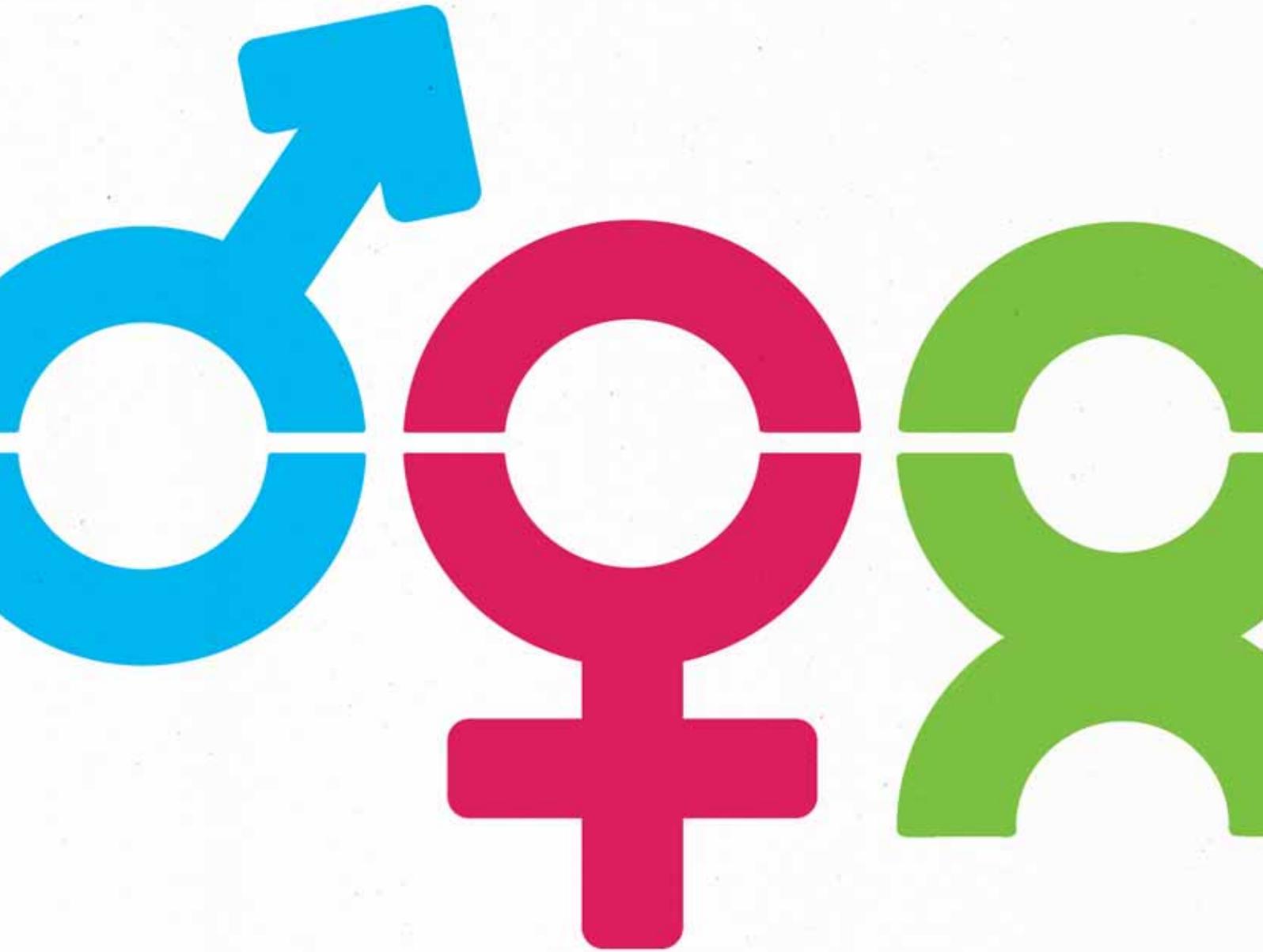
#8 Novembre 2011

désobéissants



(& des claques)

Le magazine d'Oxfam-Magasins du monde



DOSSIER

**Femmes & commerce
équitable, un couple
qui fonctionne !**

CHEZ VOUS
le seconde main,
c'est primordial



REGARDS CROISÉS
Accès à la terre :
femmes non merci !



NEWS

p.3

DOSSIER | Femmes & commerce équitable, un couple qui fonctionne

p.4

CHEZ VOUS | Le seconde main, c'est primordial

p.8

C'EST POSSIBLE! | «Villes en Transition» : c'est arrivé près de chez vous !

p.9

REGARDS CROISÉS | Accès à la terre: femmes non merci !

p.10

NOS PRODUITS | Alura Amara: Un projet au profit des ruraux marginalisés !

p.12

ZOOM | Quelles similitudes entre les principes des GASAP et ceux du commerce équitable d'Oxfam?

p.14

DÉCALÉ | Ces riches qui veulent se faire taxer...

p.15

EDITO

Quand les femmes réinventent le monde

Avec de l'imagination et de l'audace, on peut soulever des montagnes. C'est ce qu'ont dû se dire ces villageoises indiennes qui, malgré les menaces et les moqueries, ont décidé de devenir journalistes. Ainsi, des centaines de femmes issues du monde rural, souvent analphabètes, en grande majorité issues de communautés marginalisées, sortent de chez elles et participent à la vie de la société. Un grand vent d'air frais pour des millions de femmes qui étaient auparavant confinées dans des tâches ménagères et n'avaient pas droit à la parole...¹

Le commerce équitable lui aussi participe à ce mouvement d'émancipation – ou, pour utiliser un terme plus large – d'« empowerment » des femmes. Il permet à des femmes de milieu rural de sortir de chez elles, d'obtenir un revenu décent, de gagner de la confiance en elles, de progresser dans leur éducation, de participer aux prises de décision, bref de devenir citoyennes à part entière. Au-delà des impacts individuels, ce sont les rapports hommes-femmes dans leur communauté qui évoluent vers plus d'égalité. C'est ce que nous disent Vicenta, Dipali, Indira, Fatou, Awatef et tant d'autres artisanes, brodeuses, tisserandes ou paysannes qui travaillent, aux quatre coins du monde, avec nos partenaires de commerce équitable.²

Ces témoignages de femmes nous montrent que malgré tout le flot de mauvaises nouvelles dont nous sommes quotidiennement abreuvés, il existe aussi des bulles d'air où l'on peut réinventer le monde. Ouf, ça fait du bien !

Roland d'Hoop



REDACTION

Magazine d'Oxfam-Magasins du monde
N°8, Novembre 2011 | Paraît 4 fois par an.

Comité de Rédaction:

Rédacteur en chef : Roland d'Hoop
Conseiller à la rédaction : Saâd Kettani
Ont contribué à ce numéro : Olivier Bailly, Roland d'Hoop, François Graas,
Louise Culot et Corentin Dayez.
redaction@mdmoxfam.be | www.ondm.be/declis

Mise en page et conception: ● celluleverte.be

Illustrations: Coiffeurs pour Dames
Pour l'occasion, au salon: Burt, Toto Démoncourt,
Flore Jean Bourguignon, Fifi, Bearboz et Olivier Van Vaerenbergh...
www.coiffeurspourdames.com

Vous voulez recevoir le magazine par mail?

Inscrivez-vous à notre newsletter sur
www.ondm.be/newsletter

Imprimé sur du papier recyclé et FSC.

Éditeur responsable: Marc Dascotte, Directeur Général,
Oxfam-Magasins du monde, 285 rue Provinciale,
1301 Wavre

Ce magazine est réalisé avec le soutien de la Direction
Générale de la Coopération au Développement

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 

www.ondm.be

1. Pour en savoir plus, voir le reportage du journal indien Outlook sur www.outlookindia.com/printarticle.aspx?277842

2. Découvrez leurs témoignages dans nos magasins ou sur www.ondm.be



Banane, ton univers impitoyable...

L'histoire est somme toute assez banale : deux multinationales de la banane - Chiquita et Bonita - s'entendent pour faire monter artificiellement les prix. Ce qui l'est moins, c'est quand l'une d'elle - Chiquita en l'occurrence - décide de dénoncer son ex-complice. Alertée, la Commission Européenne condamne Bonita à une amende de 8,9 millions d'euros pour entente malhonnête sur les prix. Normal: pendant des années, les consommateurs ont payé beaucoup trop cher leurs bananes! Et même si Chiquita se la joue « droit dans ses bananes », eux aussi ont bien profité du système... D'où l'appel du Crioc pour obtenir des bananes gratuites en réparation. Et surtout permettre aux consommateurs belges - comme c'est déjà le cas dans 13 autres pays - d'intenter une action collective contre de tels abus.

www.crioc.be



Les vrais bénévoles vivent plus vieux

Selon une récente étude américaine, les bénévoles vraiment altruistes vivent plus longtemps que les gens qui ne s'engagent pas. L'étude de l'Université du Michigan indique également que les bénévoles qui le sont pour des raisons plus « égocentriques » ne bénéficient pas de ce bain de jouvence. A quand le bénévolat prescrit par les médecins ?



NOS PARTENAIRES RÉCOMPENSÉS

Trois des partenaires d'Oxfam-Magasins du monde viennent de voir leurs actions couronnées par un prix :

MCCH a reçu un prix des mains de Rafael Correa, président de l'Equateur, pour son travail productif et solidaire.

Sindyanna of Galilee (Israël) a obtenu la Médaille d'Or du Prestige au concours TerraOlivo 2011.

Bombulu (Kenya) a reçu le BeFair Award de la CTB (Coopération Technique Belge) dans la catégorie Commerce équitable Sud-Sud.

Bravo à eux !

FAIR
TRADE

MORT AU BREVET SUR LE VIVANT

Depuis la fameuse directive sur les brevets en biotechnologie ratifiée par le Parlement européen en 1998, environ 900 brevets sur des animaux et 1800 brevets sur les plantes ont été accordés. Résultat : la recherche stagne, le secteur des semences est devenu hyper concentré au détriment des PME, les prix pour les agriculteurs augmentent et la biodiversité chute. Pour demander une réforme de la législation européenne, signez la pétition en ligne sur www.no-patents-on-seeds.org



LE TRAVAIL DOMESTIQUE MIEUX PROTÉGÉ !

Dans le monde, plus de 52 millions de travailleurs domestiques, essentiellement des femmes et souvent migrantes, triment dans l'ombre, souvent sans droits et à la merci de mauvais traitements. Depuis juin 2011, les délégués gouvernementaux, des travailleurs et employeurs des 183 Etats Membres de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) ont adopté, à une écrasante majorité, une convention destinée à mieux les protéger. C'est déjà une grande victoire, reste à la traduire dans les faits. www.ilo.org



FEMMES & COMMERCE EQUITABLE, UN COUPLE QUI FONCTIONNE !

Le commerce équitable joue un rôle essentiel dans l'évolution des rapports hommes-femmes. D'une part, il garantit aux paysannes et artisanes l'accès à un marché protégé et régi par la solidarité, condition souvent indispensable à leur survie économique. D'autre part, les organisations de commerce équitable les encouragent à poursuivre leur apprentissage et à envisager de meilleures perspectives pour l'avenir.

Grâce à la vente de leurs produits dans les filières du commerce équitable, les femmes accèdent à un **salaire** , à de **meilleures conditions de vie** matérielles et sanitaires. Elles peuvent également **envoyer leurs enfants à l'école** . Cette dynamique aide les femmes à acquérir une plus grande **estime d'elles-mêmes** et à élargir leur vision de la vie. De fil en aiguille, elles deviennent des moteurs de transformations sociales au sein de leur communauté.

Dans un contexte où la domination masculine est encore fortement ancrée dans les esprits, le chemin vers l'égalité des sexes passe donc par l'**« empowerment »** des femmes. Ce concept désigne les mécanismes qui améliorent la condition des femmes, depuis l'acquisition de la confiance en soi à la satisfaction des besoins fondamentaux.

Louise Culot

DES FEMMES PLUS FIÈRES D'ELLES-MÊMES

Lors de ses recherches sur le terrain, principalement dans les Andes et en Inde, Sophie Charlier et son équipe ont récolté plusieurs témoignages de femmes. Nous en publions quelques extraits qui nous semblent significatifs, en les reliant aux impacts du commerce équitable sur leurs vies :

• un espace d'écoute et de respect où l'on retrouve une dignité

« Maintenant, nous avons un peu moins peur, j'ai appris à parler dans mon organisation. Cela m'a servi pour parler à quelqu'un sans avoir peur. Je suis plus habile et j'ose donner mon opinion. J'aime aller aux réunions, je m'y sens heureuse ». (Inès, 42 ans, Pérou).

• un espace de formation

« Maintenant je peux discuter avec des professionnels et j'aime cela. Je me sens fière. Pour mon association je suis une dirigeante. Au début je ne voulais pas, je n'avais pas envie, mais les femmes m'ont dit que je devais y aller. On ne peut pas refuser... ». (Victoria, 52 ans, Bolivie).

• une position différente au sein de la famille et de son entourage

« Mon père me demande de le représenter car maintenant je sais mieux nous défendre que lui ». (Une femme de Sartañani, Bolivie).

• la possibilité de concilier plus facilement le travail et la vie de famille.

« Ici, nous travaillons selon le temps dont nous disposons, heureusement nous avons cette facilité. J'ai mon petit garçon donc je travaille jusqu'à deux heures de l'après-midi, il y a d'autres ateliers où il n'y a pas cette facilité et elles travaillent 12 heures d'affilée ».

(Liliana, Casa Betania, Pérou).

• un lieu de réseau social et d'entraide

« Ce sont devenues des amies, par exemple, on peut compter les unes sur les autres pour s'occuper de nos enfants ». (Liliana, Casa Betania, Pérou).

Pour en savoir plus, lire « Le commerce équitable face aux nouveaux défis commerciaux : évolution des dynamiques d'acteurs ». Téléchargeable sur www.belspo.be/belspo/home/publ/rappCPgen_fr.stm.



LE COMMERCE ÉQUITABLE AU SERVICE DE L' « EMPOWERMENT » DES FEMMES

Sophie Charlier est chargée de mission pour l'association «Le Monde selon les Femmes». Elle a effectué des recherches et des enquêtes de terrain sur les processus d'«empowerment» des femmes qui participent à des projets de commerce équitable.

QUAND APPARAÎT L'IMPORTANCE DE LA PLACE DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ?

Dans les années 70, les institutions reconnaissent l'absence de prise en considération des femmes dans la mise en œuvre du développement. Peu à peu, des dispositions sont prises dans les programmes de développement pour y renforcer le rôle de la femme et mener à l'égalité des sexes. Toutefois, les institutions adoptent une approche plutôt individuelle et libérale du rôle de la femme et passent outre la dimension collective des revendications des femmes sur le terrain. La notion de rapports de genre (voir encadré page 7) prend progressivement de l'importance jusqu'à la Conférence de Pékin de 1995 qui inscrit la modification des rapports de genre comme un des objectifs du développement. C'est dans les années 80, que les mouvements de femmes du Sud, notamment en Amérique latine, vont réfuter la position de victime réservée aux femmes du tiers-monde dans l'approche occidentale. Elles vont travailler sur l'estime de soi et l'autonomisation des femmes à travers l'action individuelle et collective. C'est surtout depuis lors que les organisations internationales recourent à l'«empowerment» des femmes comme une stratégie-clé du développement.

COMMENT DÉFINIR CE CONCEPT D'«EMPOWERMENT» DES FEMMES ?

Jusqu'à aujourd'hui, sa définition est encore assez floue. Le terme est utilisé variablement dans la littérature, sur le terrain et au sein des organisations internationales. J'utilise d'ailleurs plus volontiers le terme d'«empoderamiento», en espagnol, car la manière dont il est utilisé par les mouvements sociaux en Amérique latine recouvre cette double dimension individuelle et collective. Dans le Sud, notamment en Amérique latine, la vision développée de l'empowerment est très large. D'une part, l'«empoderamiento» signifie pour les femmes le renforcement de l'estime de soi, et l'acquisition d'une forme de pouvoir intérieur. D'autre part, il s'apparente au processus de construction de pouvoirs collectifs indispensables aux changements sociaux. Mon approche recouvre également ces deux dimensions de l'«empowerment» : celle qui touche au développement de l'individu, au pouvoir des femmes sur elles-mêmes, aux capacités (savoir, savoir critique, savoir-faire et avoir accès aux ressources) qu'elles peuvent acquérir pour pouvoir faire des choix dans leur vie. Et celle qui touche au développement collectif, qui modifie les rapports sociaux. C'est un processus qui prend du temps, qui dépend de la réalité de chaque communauté. Les changements n'apparaissent jamais d'eux-mêmes, chacun prend conscience de son rôle selon la vision de la vie qui lui est présentée. C'est donc progressivement, sur base de nouvelles perspectives de vie, d'accès au travail et à la formation que l'«empowerment» peut avoir lieu. Cependant, certaines organisations internationales vont se réapproprier ce concept en le réduisant à son approche individuelle, à une forme d'acquisition de pouvoir économique par les femmes. Cette vision réductrice est perçue comme trop conservatrice : en effet, elle ne renouvelle pas les bases du pouvoir et favorise trop souvent une petite minorité de femmes.

LE COMMERCE ÉQUITABLE PEUT-IL JOUER UN RÔLE MOTEUR DANS CES MÉCANISMES D'«EMPOWERMENT» ?

Si le commerce équitable est appliqué selon tous les critères qui le définissent, il peut en effet mener à l'autonomisation des femmes. Cela implique entre autres d'accéder à la formation et à la santé, de satisfaire ses besoins fondamentaux, etc. Les organisations économiques basées sur la solidarité offrent un cadre opportun aux mécanismes qui mènent à la transformation du rôle social de la femme. Au sein des coopératives, les femmes regroupées accèdent à la représentation ; elles participent à la prise de décision ; elles peuvent exprimer leurs besoins et réclamer des droits. De plus, ces femmes actives dans le commerce équitable sont perpétuellement dans une logique d'apprentissage et d'autoformation. Ces opportunités renforcent la confiance en elles et de fil en aiguille elles parviennent à jouer un rôle moteur dans le changement de rapports sociaux marqués par la domination. Le cas échéant, le surplus généré par la vente des produits de la coopérative mène à la création d'une caisse de solidarité. La situation sanitaire des femmes devient dès lors moins précaire dans des pays où l'accès à la santé est trop cher pour elles. D'un point de vue économique, la vente des produits de l'artisanat ou de l'agriculture dans le commerce équitable est aussi un gage d'accès à un marché plus solidaire. Le commerce équitable s'inscrit dans un réseau protégé par rapport au commerce conventionnel au sein duquel les petits producteurs du Sud ont peu de chance de survivre. Les contraintes du marché équitable sont beaucoup plus souples, même si aujourd'hui, de plus en plus de concurrence existe aussi au sein du commerce équitable.

Propos recueillis par Louise Culot



TÉMOIGNAGES

Parmi les projets partenaires d'Oxfam, des dynamiques d'«empowerment» de femmes se sont aussi développées. En voici quelques témoignages, d'un bout à l'autre du globe.



NÉPAL - ACP

CHANDRA SHOBA : APRÈS L'EXPLOITATION, L'ESPOIR D'UNE VIE MEILLEURE...

ACP est une association népalaise d'artisans et d'artisanes qui travaillent la laine, le feutre, le cuivre, le bambou. Depuis sa création en 1984, elle permet à ses membres d'accéder à la formation et de renouer avec les techniques ancestrales.

Shoba travaille au sein d'ACP depuis 7 ans. Elle a commencé à tisser à l'âge de 13 ans, alors que ses pieds pouvaient à peine atteindre la pédale du métier. Durant des années, avec sa mère et sa sœur aînée, elle a tissé des saris, des draps de lit et des châles du matin au soir. En fournissant des magasins locaux, les trois femmes gagnaient à peine 3 cents pour un châle et 7 cents pour un sari. Et malgré un travail sans relâche, elles ne parvenaient pas à joindre les deux bouts.

Shoba et sa sœur aînée n'ont pas été à l'école. Lorsqu'elle a intégré ACP, à l'âge de 24 ans, son expertise dans le tissage l'a amené à former d'autres femmes. Aujourd'hui, elle y travaille à temps plein et gagne environ 85 \$ par mois, un assez bon salaire au Népal. Après la naissance de son deuxième fils, elle a été confrontée à de graves problèmes médicaux et a dû subir une opération chirurgicale. ACP a pris en charge les frais médicaux. Elle bénéficie désormais d'autres avantages sociaux comme une assurance santé et une allocation pour la retraite. Enfin, elle peut envisager un jour de réaliser son rêve : construire une plus grande et plus belle maison pour sa famille.

AU BURKINA FASO - LA SAVONNERIE NAAM

GENEVIÈVE OUEDRAOGO : « UNE PETITE CONTRIBUTION AU MÉNAGE DONNE LE DROIT À DES PRISES DE DÉCISIONS »

Geneviève Ouedraogo est directrice de la savonnerie Naam, une fabrique de savon au karité située au Burkina Faso. Dans une région aux ressources naturelles rares, les produits dérivés du karité* (issus d'une méthode de production traditionnelle), jouent un rôle socio-économique fondamental.

«Notre travail ne se limite pas aux 23 femmes employées de la savonnerie. Nous coopérons avec plus d'une centaine de femmes. Certains groupements fabriquent des paniers, d'autres produisent le beurre de karité, d'autres encore ramassent les amandes, etc.», observe Geneviève. «Quand une femme peut contribuer financièrement aux besoins de sa famille, le mari la considère et elle peut participer aux prises de décisions.»

Les femmes qui travaillent pour Naam reçoivent un petit salaire. Cet argent leur apporte plus d'autonomie alors qu'elles se trouvaient dans l'incapacité d'envoyer leurs enfants à l'école ou d'accéder aux soins de santé de base.

Fatou, employée au sein de la savonnerie, remarque que le regard des autres a changé depuis qu'elles vendent leurs produits dans le commerce équitable. «Auparavant, nous étions considérées comme une charge et pour nos familles parce que nos produits ne se vendaient pas bien et que l'on avait de la peine à assurer nos besoins élémentaires. (...) Maintenant, grâce au partenariat avec Oxfam-Magasins du monde, nous retrouvons une rémunération plus intéressante ainsi qu'une bonne ambiance sociale.»

* Au Burkina-Faso, le karité est appelé l'arbre «qui garde jeune»



ISRAËL- SINDYANNA

SAMIA NASSIR : « LE TRAVAIL DES FEMMES SERT À TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ »

«Sindyanna» signifie «chêne» en arabe. C'est aussi le nom de l'organisation de commerce équitable partenaire d'Oxfam en Israël. Gérée par des femmes israéliennes et arabes, Sindyanna soutient la production d'agriculteurs arabes d'Israël. Son nom symbolise l'attachement du peuple palestinien à sa terre. En leur permettant de travailler ensemble, Sindyanna œuvre à la compréhension et à la coexistence pacifique des communautés juives et arabes.

Samia Nassir est l'une des cofondatrices de Sindyanna. Pour elle, le travail de l'organisation est la preuve qu'une égalité entre les peuples juif et arabe est possible, au-delà des préjugés.

«Beaucoup de gens pensent que la société arabe est primitive, et qu'elle interdit aux femmes de travailler à l'extérieur. Mais nous voyons des centaines, et même des milliers de femmes arabes qui tentent de travailler pour un salaire décent, pour améliorer leur situation et celle de leur famille. Dans notre société, les femmes arabes continuent à se sentir déconsidérées. Par conséquent, nous travaillons à les responsabiliser par le biais de l'autonomie financière.»

Retrouvez des témoignages d'autres femmes sur www.omdm.be @



POUR EN SAVOIR +

Commerce équitable, une comparaison internationale, presse de l'Université du Québec, 2010.

Une étude qui contient notamment un article de Sophie Charlier intitulé : « Tensions et défis du commerce équitable liés à l'extension des marchés : jeux d'acteurs et de genre ». Téléchargeable sur <http://vitrine.entrepotnumerique.com>

Le Monde selon les femmes propose une grande variété d'outils pour aborder la question du genre... A découvrir sur www.mondefemmes.org/

Actes de la conférence « *un travail décent, une vie décente pour les femmes* » organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI). www.ituc-csi.org

Cahier thématique « *Le commerce équitable, ça change aussi la vie des femmes* », quatre analyses pour approfondir le sujet, à consulter sur www.omdm.be et dans nos magasins.

QUE SIGNIFIE LE TERME « GENRE » ?

Le genre correspond aux différences sociales entre les hommes et les femmes. L'étude du genre ou des rapports de genre analyse les relations entre les sexes, les rôles que la société consent aux uns et aux autres, et les formes de hiérarchie qui en résultent. Les différences hommes-femmes sont ici considérées comme des constructions sociales et culturelles. Le genre n'est pas quelque chose d'immuable ou d'absolu mais peut évoluer dans le temps et selon les cultures. C'est une notion qui ne doit pas être confondue avec le mot « sexe » qui renvoie aux distinctions biologiques.

Pour des explications plus complètes :

<http://www.genreenaction.net/> @



L, portrait de 40 femmes

L présente sans lien apparent entre eux, les portraits de quarante femmes ordinaires glanés dans le monde entier. Derrière toutes ces histoires, on retrouve une dimension universelle, celle de la dignité humaine. Autre point commun : ces femmes ont toutes, à un moment ou l'autre de leur vie, bénéficié d'une expression concrète de solidarité émanant d'un acteur belge (ONG, pouvoirs publics, citoyens individuels). Un livre d'Olivier Bailly (textes) et Vincen Beeckman (photos), initié par Iles de Paix. Plus d'informations sur www.ilesdepaix.org

En vidéo : Voir les témoignages de femmes artisanes sur www.omdm.be



PAROLES DE BÉNÉVOLES :

Le seconde main, c'est primordial !

Pour clôturer l'année européenne du volontariat, nous donnons la parole à nos bénévoles des magasins de seconde main. Grâce à leur dynamisme, Oxfam-Magasins du monde a pu développer ce secteur essentiel, tant d'un point de vue social et écologique que pour le soutien à des projets de développement dans le Sud. Bravo à eux !



Notre équipe fait vivre un magasin de seconde main et un magasin de commerce équitable. Beaucoup d'entre-nous ont rejoint l'équipe Oxfam pour avoir une occupation, pour **rencontrer** d'autres personnes... Puis très vite on se rend compte qu'il y a de nombreuses **valeurs** défendues par Oxfam et on a envie de les porter également, de les **diffuser** largement ! Au fil du temps on sent de plus en plus à l'aise, dans le magasin, en équipe, dans le mouvement... Pour proposer une vente supplémentaire quand cela s'y prête, pour tenir un stand, pour interpeller sur la campagne... **L'équipe de Dinant**

Le **bénévolat** dans le secteur du seconde main nous donne le sentiment d'être utiles, parce qu'il faut retrousser ses manches et qu'il y a une **ouverture** vis-à-vis des clients qui est géniale !

Nous l'avons encore fort ressenti lors de notre défilé de vêtements, où nous avons associé les clients.

Le résultat était **formidable**, des mannequins de tous les âges et de toutes nationalités défilaient pour Oxfam !

L'équipe de Bertrix

Mon action contribue à offrir à une couche de la société belge en **précarité** l'occasion de s'habiller très **correctement**.

Michèle FEREMANS (magasin de Wavre)



Cette année l'équipe du seconde main de Jodoigne va présenter les vêtements d'une manière **originale**. Plutôt que d'organiser un défilé, il nous a paru plus intéressant de porter **nous-mêmes** (c-à-d les volontaires des deux magasins ainsi que leurs enfants) les vêtements du magasin. Une présentation sera faite au micro pour expliquer les tenues et les prix. Un stand sera également monté avec des mannequins habillés par nos décoratrices.

Monica Verstaelen (magasin de Jodoigne)

En plus des vêtements de seconde main, nous vendons des **paniers bio**. Nous trouvons que le fait d'aider un agriculteur belge (du Nord) sans intermédiaire et vendre des produits d'alimentation Oxfam du Sud ou des vêtements de seconde main font partie de la même **démarche**.

L'équipe du magasin d'Ixelles / Boondael.



« Villes en Transition » : c'est arrivé près de chez vous !

L'avenir n'est pas forcément une fatalité. Le mouvement des « Villes en Transition » en est la preuve. Voilà un remède réaliste et concret contre le fatalisme que les bouleversements globaux inspirent souvent. Enfin, les craintes liées aux changements climatiques et à la fin du pétrole deviennent des opportunités pour repenser le monde actuel, en commençant par nos villes.

Issu du principe «Think Global, Act Local», le mouvement des «Villes en Transition» est aussi l'application urbaine de la permaculture. Depuis les années 50, la permaculture tente d'intégrer l'agriculture et les autres activités humaines aux écosystèmes. Objectif : favoriser l'émergence de sociétés durables dans une logique de respect et de complémentarité. La même éthique de durabilité préside à l'origine des «Villes en Transition».

Historiquement, la première initiative du genre remonte à 2006, dans la localité de Kinsale, en Irlande. Rob Hopkins, un professeur en permaculture, et ses élèves conçoivent un modèle de développement urbain en vue de faciliter l'adaptation de leur communauté aux changements globaux.

La résilience ou la capacité de faire face aux crises

L'objectif est de favoriser la résilience locale, c'est-à-dire la capacité à faire face aux crises écologiques, économiques et énergétiques à venir, en n'excluant personne. Car au train actuel où nous consommons, l'accès à l'énergie, voire à l'eau courante, risque de devenir le privilège d'une minorité.

En agissant au niveau local, en favorisant un développement économique basé sur la solidarité et le progrès social, il est possible d'éviter davantage d'injustices. Depuis lors, l'idée de Rob Hopkins fait des émules. Le réseau «Transition Town» relie déjà des centaines de localités dans 34 pays¹.

Chacune décline sa vision du changement selon les moyens du bord, les ressources humaines et naturelles, les priorités locales. Par ailleurs, la constitution en réseau permet à tous les membres de s'inspirer les uns des autres. Ils peuvent ainsi partager les expériences réalisées dans chaque communauté, du Japon au Royaume Uni. Certains projets visent à réduire la consommation d'énergie dans un quartier, voire à créer sa propre source d'approvisionnement, à rendre les transports urbains plus fonctionnels. D'autres consistent à favoriser l'agriculture et la création d'espaces verts en ville, à diminuer le volume des déchets ménagers, à lancer une monnaie complémentaire pour redynamiser l'économie locale. Concrètement, les initiatives «Villes en Transition» naissent de quelques citoyens, de quelques associations locales mus par la même volonté de changement. Ensemble, ils créent une plateforme de partage commune à une multitude d'individus et d'idées et organisent les premières actions qui insuffleront la transition.

Louise Culot

¹. En Belgique : <http://www.entransition.be/doku.php>

De leur plein Grez

En Belgique francophone, il existe déjà plusieurs initiatives locales de transition. A Grez Doiceau, le projet fonctionne déjà avec un système d'échanges local (SEL), un atelier « forêt comestible » avec cueillette et cuisine de plantes sauvages, la plantation collective de plantes mellifères au bord des chemins (« attentats botaniques »), l'installation d'une « bibliothèque livre-libre » (« attentat poétique »), un atelier de conservation des aliments, un atelier intergénérationnel de stylisme, etc.

Voir <http://www.gretransition.be/> @

Deux films pour en savoir plus

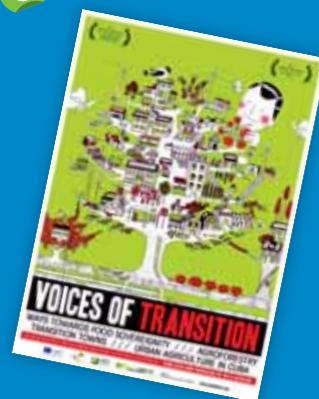
Cultures en Transition (titre original en anglais : Voices of Transition), du réalisateur allemand Nils Aguilar est un documentaire sur le réseau «Transition Towns». Des initiatives des quatre coins de la planète et leurs projets y sont présentés en images, sur un commentaire de Rob Hopkins, le fondateur du mouvement.

A voir sur <http://www.milpafilms.org/> @

Voir aussi le film « In Transition »
sur <http://vimeo.com/transitiontowns>

Les Amis de la Terre mènent une campagne pour encourager d'autres villes, communes et quartiers en transition.

www.amisdelaterre.be @





ACCÈS À LA TERRE : femmes non merci !

Grâce à la magie de Skype, Mariam Saw, coordinatrice chez Enda Pronat (Sénégal) et Ariane Charrière, agricultrice et présidente du Mouvement pour une agriculture paysanne (MAP – Belgique), ont pu échanger leurs points de vue sur l'accès des femmes à la terre.



Mariam



Ariane

Lorsque l'agriculture se conjugue au féminin, un aspect demeure essentiel : les femmes ne possèdent en moyenne que 5 à 15% des terres dans les pays en voie de développement, alors qu'elles y occupent 43% des emplois agricoles !

Pour un même travail, les femmes sont souvent moins bien payées que

les hommes et, dans beaucoup de régions, elles n'ont pas accès au crédit... Même si la situation des agricultrices en Europe occidentale est bien différente, il reste encore pas mal de préjugés à faire tomber. Le point sur la question.

Pourquoi la question de l'accès à la terre est-elle si importante pour les femmes ?

Mariam : La plupart des femmes en Afrique sont paysannes. Sans terre, elles seront toujours dépendantes et mal payées. La difficulté pour les femmes, c'est de pouvoir investir, d'obtenir un crédit pour acheter une terre.

Ariane : En Belgique, les choses ont bien avancé en termes d'égalité hommes-femmes pour l'accès à la terre, contrairement à l'Espagne par exemple. Par contre, les terres à cultiver deviennent rares à cause de la taille des exploitations qui se sont agrandies et à cause de l'urbanisation.

Les lois sont-elles les mêmes pour les hommes et les femmes ?

Mariam : si la loi était correctement appliquée, n'importe quel citoyen au Sénégal pourrait avoir accès à la terre pour cultiver. Beaucoup de personnes font passer l'idée que la religion musulmane donne le pouvoir foncier aux hommes, ce qui est faux. La tradition musulmane veut cependant que la femme hérite de la moitié des biens, tandis que l'homme hérite du double. Dans certaines régions, les femmes se battent et parviennent à changer la tradition pour faire respecter leurs droits.

Ariane : En Belgique, hommes et femmes bénéficient des mêmes droits et la législation tient compte des revendications des femmes... On a obtenu par exemple le droit à une indemnité en cas de maternité. Mais il reste un problème de représentation : on peut facilement devenir femme de fermier, alors que c'est plus difficile de se faire accepter comme fermière. Ainsi, quand j'ai été à la banque pour obtenir un prêt pour ma ferme, le banquier m'a demandé si mon mari était d'accord. Aujourd'hui encore, les banques accordent plus facilement un prêt à un homme qu'à une femme.

Les femmes sont souvent plus impliquées dans l'éducation des enfants, dans les tâches ménagères... Est-ce facile pour elles d'être en plus agricultrice, et de participer à un mouvement de défense de l'agriculture paysanne ?

Ariane : non, ce n'est pas facile, mais ce n'est pas spécifique au métier d'agriculteur. Dans d'autres professions également, les femmes doivent conjuguer carrière et autres tâches. Dans notre métier de paysans, la difficulté consiste au fait que nous souhaitons garder un contact direct avec les consommateurs, ce qui implique de mener de manière parallèle trois métiers différents : la production de nos matières premières, leur transformation et enfin la vente en circuits courts... Ce n'est pas évident quand on a en plus une charge familiale. Mais comme indépendant, on peut aussi facilement gérer son temps, et comme les enfants grandissent dans la ferme, on n'est pas obligé de trouver des solutions de garde.

Les femmes parviennent-elles à faire reconnaître leur droit de posséder une terre ?

Mariam : Au Sénégal, c'est tout un combat, qui passe aussi par la formation. Les femmes en milieu rural ont souvent été privées de scolarité et n'ont donc pas toujours les ressources pour se défendre. Elles ne participent traditionnellement pas à la prise de décision, et nous menons tout un travail avec elles pour qu'elles prennent conscience qu'elles peuvent s'opposer à l'avis de leur mari ou de leur frère. Maintenant, c'est aussi une question de générations, car certains hommes sont désormais sensibles aux droits des femmes. Les choses sont en train de changer.

Peut-on parler d'un lien particulier des femmes à la terre, différent de celui des hommes ?

Mariam : Oui, chez nous c'est quelque chose qui s'est vérifié. Lorsque nous avons eu des sécheresses, on a entendu des gens vanter le modèle européen qui vise à produire plus... On nous traitait de rêveur en disant que notre modèle paysan ne pouvait pas marcher. Beaucoup d'hommes ont cru à ce discours. Mais comme ils n'ont pas réussi à produire plus, ils sont partis en ville, pour y rester pendant des années, sans envoyer d'argent... Ce sont les femmes qui sont restées au champ et qui ont cultivé les terres pour nourrir les enfants et les vieux au village. La femme est restée proche de la terre, malgré toutes les difficultés, pour sauver la famille. Traditionnellement, ce sont les femmes qui sont aussi gardiennes des semences paysannes. On peut donc dire que la femme a un rapport différent à la terre.

Ariane : chez nous, les choses sont différentes. Quand l'agriculture a commencé à tourner mal, qu'on ne pouvait plus vivre avec le revenu de la ferme, c'est systématiquement la femme qui a quitté le métier pour trouver un revenu



complémentaire. Par contre, dans la nouvelle génération de l'agriculture paysanne, on voit une grande majorité de jeunes femmes.

Est-il important de bâtir des liens entre les femmes paysannes du Nord et du Sud ?

Mariam : oui, il est très important de se sentir soutenues et d'apprendre des expériences des autres, afin de voir ce qui peut s'appliquer à l'Afrique. Mais quelque soit leur volonté, les femmes ne tiendront pas s'il n'y a pas de volonté politique pour les soutenir, Il faut donc renforcer nos liens au niveau international pour pouvoir faire pression sur les décideurs politiques. Il faut qu'ils reconnaissent que l'agriculture paysanne est indispensable en Afrique, et que les femmes doivent y jouer un rôle important.

Ariane : pour nous aussi, les échanges sont très importants, car notre système agricole a été envahi par l'industrie agroalimentaire. Nous avons beaucoup d'espoir que le modèle paysan, qui est encore très vivant en Afrique, en Amérique latine et même en Europe de l'Est, puisse nous inspirer. Présenté comme un modèle durable, il devrait être capable de nourrir l'humanité plutôt que de détruire la terre. C'est par des échanges avec d'autres pays qu'on essaie de reconstruire une force vive à un niveau plus global pour défendre les pratiques agro-écologiques.

Propos recueillis par Roland d'Hoop



Le Mouvement d'Action Paysanne (MAP - Belgique)



Créé en 1998, le MAP est un syndicat wallon regroupant des paysans et paysannes en faveur d'une agriculture durable. Ensemble, ils veulent :

- aider les jeunes à s'installer par amour de la terre;
- faire comprendre la logique de domination de l'économie mondialisée pour mieux résister et proposer des alternatives locales.
- lutter pour la Souveraineté alimentaire des peuples
- changer la PAC (Politique Agricole Commune de l'Union européenne).

Le MAP dispose d'un journal (la lettre du MAP), d'une école (l'épi de Wallonie) et d'un secrétariat.

Il est membre de la Coordination européenne VIA CAMPESINA.

<http://lemap.be/>

Enda-Pronat (Sénégal)



(Enda Pronat) est une entité d'Enda Tiers monde basée à Dakar, au Sénégal. Enda Pronat travaille pour la promotion de l'agriculture saine et durable au niveau sous-régional, avec des expérimentations de terrain dans trois zones du Sénégal : Koussanar, la région du Fleuve, et les Niayes. Les objectifs d'Enda Pronat sont : la promotion d'une agriculture saine et durable, la réduction de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques, la régénération, valorisation, exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles. Enda Pronat prend en compte la dimension du genre dans tous les processus de développement.

www.endapronat.org/



Marche contre l'accapement des terres organisée par Enda Pronat avec des paysans de toutes les régions du Sénégal, lors du Forum social mondial de Dakar.

ALURA AMARA UN PROJET AU PROFIT DES RURAUX MARGINALISÉS !

En Indonésie, l'île de Java est l'un des endroits les plus denses au monde : on y dénombre 1019 habitants au km² (1) ! Ici, l'exode rural a atteint des sommets, générant des villes immenses, où le travail est rare. Face à ce constat, deux jeunes designers décident de créer Alura Amara en 1994, un projet d'artisanat avec un objectif de création d'emplois pour les jeunes dans leur ville natale.

Derrière le projet **Alura Amara**, se retrouve une philosophie de vie : il s'agit de mobiliser les ruraux marginalisés dans une activité économique qui soit aussi un moyen de transformation et de libération personnelles. L'idée est de responsabiliser, d'aider chacun à prendre son destin en main, d'être fier de soi. Le projet vise l'autonomie des artisans via un emploi, un salaire décent, une formation technique et une sensibilisation à leur éducation citoyenne.

Si les salaires restent moyens, ils sont cependant supérieurs à la plupart des autres ateliers d'artisanat de la région. Ils donnent surtout droit à une prime pour la scolarité des enfants, une assurance soins de santé, une caisse de pension et un fonds commun pour les plus pauvres.

Egalité entre hommes et femmes

Dans la culture indonésienne comme dans beaucoup d'autres, la **femme** garde dans les faits une place inférieure. Chez Alura Amara, il n'y a aucune discrimination, ni dans les droits (égalité parfaite entre hommes et femmes), ni dans les tâches effectuées. Fait rare en Indonésie, les femmes y ont un congé de maternité de 3 mois payés.

Environnement

Alura Amara déploie beaucoup d'efforts pour respecter l'**environnement** (système de récupération des eaux de teinture, réutilisation des déchets de bois)... Un projet solidaire de maraîchage a été lancé il y a quelques années. Dans cet esprit, un cultivateur est subsidié par la communauté pour produire du riz. Celui-ci est ensuite revendu à prix avantageux aux membres de la communauté.

Démocratie

Le projet Alura Amara favorise la **participation démocratique** et tend à rendre les membres plus indépendants et responsables. La coopérative fonctionne comme une communauté, avec une grande consultation des membres, des décisions prises en commun, des forums matinaux... Lors de ces forums, les membres cultivent leur éducation citoyenne en discutant des élections, des enjeux de société, de politique internationale, du commerce équitable, etc. L'organisation contribue ainsi à l'éducation citoyenne de ses membres. Une manière concrète de conjuguer l'humain, le social et l'économique.

Roland d'Hoop

1. En Belgique, on était à 356,3 en 2009

43 artisans
(17 hommes et 26 femmes),
dont beaucoup de jeunes.

IMPACTS

Accès à un emploi stable pour des personnes non qualifiées

Salaires plus élevés que la moyenne

Avantages sociaux : congé payé de maternité de 3 mois, prise en charge de la scolarité des enfants, assurance soins de santé et pension, ...

Respect de l'environnement : système de traitement des eaux de teinture,

Démocratie : forums matinaux

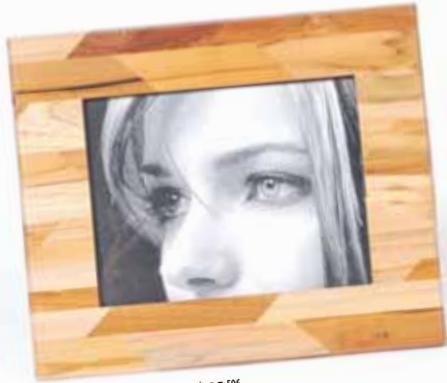




Paniers en algues marines et papier recyclé | 76 553 | 11,50€ pièce



Boîte à thé en bois avec couvercle en verre | 76 554 | 18,50€



Cadre photo en bois recyclé, 24X29 cm | 76 555 | 25,50€



Aimants en bois | 76 550 | 3,00€ pièce



Puzzle chat en bois | 76 498 | 10,50€



Puzzle papillon en bois | 76 314 | 10,50€

ALURA AMARA

QUELLES SIMILITUDES EXISTENT ENTRE LES PRINCIPES DES GROUPES D'ACHATS SOLIDAIRES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE ET CEUX DU COMMERCE ÉQUITABLE PRATIQUE PAR OXFAM?

LES CONSOMMATEURS SE REGROUPENT POUR ACHETER DIRECTEMENT LEURS PRODUITS CHEZ LES AGRICULTEURS

LES GROUPES D'ACHATS SOLIDAIRES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE (GASAP) ONT BEAUCOUP AUGMENTÉ CES DERNIÈRES ANNÉES EN BELGIQUE.

UNE ÉMERGENCE QUI TROUVE SON ORIGINE DANS LA CRITIQUE DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET DES PRATIQUES DE LA GRANDE DISTRIBUTION.

VOICI 6 SIMILITUDES QUI EXISTENT.

1. RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE DE LA PRODUCTION NÉGOCIÉE ENTRE PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS EN SE BASANT SUR LA CONFIANCE, LA TRANSPARENCE ET LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE.

2. INSCRITE DANS LA DURÉE LA PRODUCTION EST PRÉPAYÉE 3, 4, 11 MOIS À L'AVANCE, CE QUI SÉCURISE L'ÉCOULEMENT DES PRODUITS TOUT EN PARTAGEANT LES RISQUES AVEC EUX

3. DÉMARCHE ASSOCIATIVE ET SOUVENT BÉNÉVOLE, EXIGEANT DES MEMBRES UNE PARTICIPATION ACTIVE POUR FAIRE FONCTIONNER LE GASAP.

4. PRÉSERVATION ET DÉVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE PAYSANNE LOCALE, ÉCONOMIQUEMENT VIABLE, ÉQUITABLE ET SOUCIEUSE DE LA BIODIVERSITÉ

5. RESPONSABILISATION DES CONSOMMATEURS À TRAVERS UN ENGAGEMENT CITOYEN ET SOLIDAIRE AVEC LES AGRICULTEURS DE LEUR TERRITOIRE, MAIS AUSSI DU MONDE ENTIER (SENSIBILISATION, PROMOTION DES ALTERNATIVES, DÉCOUVERTE CULTURELLE...)

6. FILIÈRES ALTERNATIVES AU COMMERCE CONVENTIONNEL PAR LA DIMINUTION MAXIMALE DES INTERMÉDIAIRES COMMERCIAUX QUI NE PRATIQUENT PAS UN COMMERCE JUSTE POUR LES PRODUCTEURS.

Pour en savoir plus, lire l'analyse sur les GASAP sur www.omdm.be (en ligne à partir de janvier 2012).
Pour + d'infos sur les groupes d'achats à Bruxelles : www.gasap.be
En Wallonie : www.natpro.be



Devenez achACTEURS!

Vous voulez soutenir des travailleurs et des travailleuses qui luttent pour le respect de leurs droits.

Vous voulez appuyer des propositions concrètes faites aux entreprises et pouvoirs publics.

Vous voulez acheter des produits fabriqués dans de bonnes conditions de travail.

VÊTEMENT



Vous voulez vous informer sur les conditions dans lesquelles sont fabriqués vos vêtements, gsm, ordinateurs, baskets ou jouets.

ELECTRONIQUE



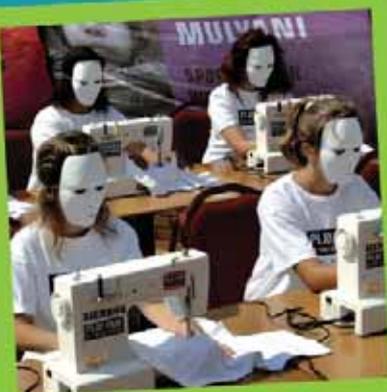
Oxfam-Magasins du monde est membre de

achACT

actions
consommateurs
travailleurs

le nouveau nom de la
Campagne Vêtements Propres

SPORT



JOUET



www.achact.be

Tel +32 (0)10/457527 - achacteurs@achact.be